

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

L'Acheteur

Direction interdépartementale des routes Atlantique

Représentant de l'acheteur (RA)

Madame la directrice interdépartementale des routes Atlantique

Objet de la consultation

Gestion des déchets issus de l'entretien et l'exploitation du réseau routier national : mise à disposition et évacuation de contenants à déchets, enlèvements de déchets, traitement des déchets y compris valorisation

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1. Objet du marché.....	<u>3</u>
ARTICLE 2. Définitions des prestations.....	<u>3</u>
2.1. Nature des prestations.....	<u>3</u>
2.1.1. Description générale des prestations à réaliser.....	3
2.2. Localisation des sites de stockage.....	<u>4</u>
2.2.1. Lot 1 – District de Gironde.....	4
2.2.2. Lot 2 – District d'Angoulême.....	4
2.2.3. Lot 3 – District de Saintes.....	4
2.2.4. Lot 4 – District d'Oloron Sainte Marie.....	5
2.3. Besoins spécifiques.....	<u>5</u>
2.3.1. Lot 1 (district de Gironde).....	5
2.3.2. Lot 2 (district d'Angoulême) : besoins spécifiques du CEI d'Angoulême.....	5
2.3.3. Lot 3 (district de Saintes) : besoins spécifiques du CEI de Cognac.....	5
2.3.4. Lot 4 (district d'Oloron).....	5
2.3.5. Formation des agents de la DIRA.....	5
2.3.6. Prestations liées aux déchets issus de manifestations, camps ou décharges sauvages.....	6
2.4. Exigences techniques.....	<u>7</u>
2.4.1. Mise à disposition des contenants : matériels et organisation.....	7
2.4.2. Réception des déchets dans les centres de traitement du titulaire.....	7
2.4.3. Exigence sur le choix centres de traitement ou des centres de dépôt.....	7
2.4.4. Liste des filières par type de déchet.....	7
ARTICLE 3. Conditions générales d'exécution.....	<u>7</u>
3.1. Obligations du titulaire.....	<u>7</u>
3.2. Pesée des contenants.....	<u>9</u>
3.3. Propreté des voies publiques et des abords.....	<u>9</u>
ARTICLE 4. Le personnel.....	<u>9</u>
ARTICLE 5. Le matériel.....	<u>9</u>
ARTICLE 6. Interruption de service.....	<u>10</u>
ARTICLE 7. interventions d'urgence.....	<u>10</u>
ARTICLE 8. SÉCURITÉ.....	<u>10</u>
8.1. Sécurité générale lors des interventions.....	<u>10</u>
8.2. Hygiène et sécurité du personnel de surveillance et d'intervention.....	<u>11</u>
8.3. Les équipements de protections individuelles.....	<u>11</u>

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) concernent la gestion des déchets issus de l'entretien et l'exploitation du réseau routier national (RRN) de la Direction interdépartementale des routes Atlantique (DIRA), de l'ensemble des dépendances du RRN et des bâtiments techniques et administratifs de la DIRA.

Pour mémoire, le terme de déchet définit à l'article L.541-1-1 du code de l'environnement comme « toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire ».

La DIRA est concernée par des dépôts de déchets issus de manifestations, camps ou décharges sauvages. Le présent marché doit permettre d'assurer l'évacuation, le transport et le traitement ou la valorisation, de ces dépôts, dès lors qu'ils sont situés en dehors des chaussées.

ARTICLE 2. DÉFINITIONS DES PRESTATIONS

2.1. Nature des prestations

2.1.1. Description générale des prestations à réaliser

Le service effectué par le titulaire a pour objet :

- Pour les déchets issus de l'entretien et l'exploitation de la route :
 - la mise à disposition de contenants fournis à la DIRA de façon temporaire ou permanente (bennes ouvertes ou fermées de type « bennes amovibles pour bras hydraulique » [cf. NF R17-108] ou autres conteneurs) et dotés d'une signalétique lisible, résistante aux intempéries et adaptée au tri des déchets ;
 - une formation par lieu de stockage principal (cf. §1.3, soit 15 sites) relative à la signalétique et à la caractéristique des déchets auprès des agents de la DIRA ;
 - l'enlèvement de ces contenants, leurs transports jusqu'aux lieux de valorisation et/ou de traitement et le vidage ;
 - l'enlèvement et le transport des déchets situés sur des plate-formes dédiées au stockage (alvéoles, aire de stockage, etc.) ;
 - la valorisation, la valorisation matière, le recyclage et/ou l'élimination de tous les déchets y compris ceux issus d'un dépôt direct par la DIRA dans les centres du titulaire ;
 - le suivi et la traçabilité des déchets (dans le cas des déchets dangereux, les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) via la plateforme en ligne Trackdéchets).
- Pour les déchets issus de manifestations, camps ou décharges sauvages :
 - l'écriture et la validation des protocoles d'intervention ;
 - l'identification et le choix des filières de traitement ou de valorisation ;
 - une visite du site, à la demande du pouvoir adjudicateur ou son représentant, permettant d'évaluer la quantité, le type de déchets à trier et à évacuer ;

- l'enlèvement des déchets sur site et leur évacuation vers des filières de traitement ou de valorisation ;
- la valorisation, la valorisation matière, le recyclage et/ou l'élimination des déchets ;
- le suivi et la traçabilité des déchets (dans le cas des déchets dangereux, les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) via la plateforme en ligne Trackdéchets).

2.2. Localisation des sites de stockage

L'entreprise (ou les entreprises) régie(s) par le présent contrat devra (devront) assurer les prestations définies au présent chapitre sur la base des produits récupérés sur le réseau routier de la DIRA ou issus de l'entretien et de l'exploitation de ce réseau.

À titre indicatif, sont précisés ci-après les sites de stockage. Les sites supplémentaires devront être également pris en charge dans le cadre du présent marché, dès lors qu'il s'agit de lieux liés à l'exploitation et l'entretien du réseau de la DIRA (certains délaissés de terrain ou emprises de chantier pouvant servir de lieu de stockage provisoire). En tout état de cause, ces endroits se situeront à proximité du réseau de la DIRA.

2.2.1. Lot 1 – District de Gironde

2.2.1.1 Sites de stockage principaux

- CEI de Lormont – 10 Avenue de la Gardette – 33310 LORMONT ;
- CEI de Villenave d'Ornon – 1 rue du Maréchal Gallieni – 33140 VILLENAVE D'ORNON ;
- CEI de Mios – 3 rue des Douils – sortie échangeur 1 Lacanau – 33380 MIOS .

2.2.1.2 Sites de stockage secondaires

- Plateforme du CEI de Villenave d'Ornon : « Aire de Cadaujac » sur A62, sens 2, PR 5+000 ;
- Centre d'information et de gestion du trafic – 31 rue du Prince Noir – 33310 LORMONT.

2.2.2. Lot 2 – District d'Angoulême

2.2.2.1 Sites de stockage principaux

- CEI de Couhé – ZI du Tranchis – 6 Route de Brux – 86700 COUHE ;
- CEI de Mansle – ZA des maisons Rouges – 16 460 CHENON ;
- CEI de Montlieu – Lieu-dit Les sables – Milan – 17210 MONTLIEU LA GARDE ;
- CEI d'Angoulême – 51 Rue de Bellevue – 16710 SAINT YRIEIX S/ CHARENTE .

2.2.2.2 Sites de stockage secondaires

- Plate-forme du CEI de Couhé : dépôt de Vivonne – 2 route de Lusignan- 86370 Vivonne ;
- Plate-forme du CEI de Mansle : « aire de Maine de boixe » Ouest RN10 PR 29 sens Poitiers / Bordeaux ;
- Plate-forme du CEI de Montlieu : Cavignac Sud – proche de la bretelle de sortie de la RN10.

2.2.3. Lot 3 – District de Saintes

2.2.3.1 Sites de stockage principaux

- CEI de Cognac – Jarnac – Lieu-dit « A Cécile »- Les Epinettes – 16200 BOURG-CHARENTE ;
- CEI de Saintes – 20 Chemin de Basse Bauche – 17000 SAINTES ;
- CEI de La Rochelle – 17 Rue du Billot – Chagnolet – 17139 DOMPIERRE sur MER ;
- Point d'appui de Mauzé – 45 Route de Niort – 79210 MAUZE SUR LE MIGNON.

2.2.3.2 Sites de stockage secondaires

- Plate-forme du CEI de Saintes : Dépôt de Saint Bénéat- RD 250 Route de Saintes (échangeur de Saint Romain de Bénéat) ;
- Plate-forme du CEI de La Rochelle : « Aire d'arrêt d'Usseau » RN 11 sens La Rochelle vers Niort ;
- zone de stationnement de Moulidars (16290) : deux sens de la RN141, coordonnées approximatives : 45.673152, -0.017272) ;
- Plate-forme de Moulidars RN141 sens Cognac vers Angoulême, coordonnées approximatives : 45.679502, -0.051545 ;
- Plate-forme de Saint-Pierre-d'Amilly RN11 La Rochelle vers Niort, coordonnées approximatives : 46.198590, -0.704555.

2.2.4. Lot 4 – District d'Oloron Sainte Marie

2.2.4.1 Sites de stockage principaux

- CEI d'Oloron – ZA du Gabarn – 57 Avenue du Gabarn – 64870 ESCOUT ;
- ancien CEI de Bedous – Avenue de la Gare – 64490 BEDOUS **ou** nouveau CEI de Bedous – 23 Impasse du Gave – 64490 BEDOUS ;
- PA de GAN – ZA la Tuilerie – 64290 GAN.

2.2.4.2 Sites de stockage secondaires

Sans objet.

2.3. Besoins spécifiques

2.3.1. Lot 1 (district de Gironde)

Sans objet.

2.3.2. Lot 2 (district d'Angoulême) : besoins spécifiques du CEI d'Angoulême

Dans le cadre d'un dépôt direct des déchets d'ordures ménagères résiduelles (OMR) par le CEI d'Angoulême, la distance maximale entre le centre de tri du prestataire et le CEI d'Angoulême ne devra pas excéder 15 kilomètres par voie routière ouverte aux poids lourds.

2.3.3. Lot 3 (district de Saintes) : besoins spécifiques du CEI de Cognac

Dans le cadre du relevé direct puis transport des déchets d'ordures ménagères résiduelles (OMR) par le titulaire, au niveau de la zone de stationnement de Moulidars (deux sens de la RN141, coordonnées : 45.673152, -0.017272), les contenants utilisés seront de type « borne/colonne aérienne d'apport volontaire pour OMR », de volume de stockage 5 m³.

2.3.4. Lot 4 (district d'Oloron)

Les sites du district d'Oloron-Sainte Marie doivent être fournis en conteneur de type « benne » dont le volume n'excède pas 7 m³.

2.3.5. Formation des agents de la DIRA

Au démarrage du marché, le titulaire est tenu de réaliser sur chaque site principal une formation (de 3 heures) à destination des agents de la DIRA pour expliciter :

- la caractérisation des déchets (typologie, volume, recyclabilité, dangerosité) ;
- le stockage des déchets (rétention, compatibilité des produits) ;
- la signification de la signalétique ;
- les méthodes et les enjeux du tri ;
- les principes généraux des processus de valorisation des déchets ;

- les différentes filières de traitement ou de valorisation des déchets.

Le contenu de cette formation est soumis à la validation du pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Chaque formation est rémunérée par application du prix défini dans la liste des prix, le nombre maximal d'agents de la DIRA à former par session étant fixé à 15 personnes.

2.3.6. Prestations liées aux déchets issus de manifestations, camps ou décharges sauvages

2.3.6.1 Visite préalable des zones concernées par des dépôts de déchets issus de manifestations, camps ou décharges sauvages

L'entreprise effectue, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, une visite du lieu de stockage afin de déterminer contradictoirement avec le représentant de la maîtrise d'ouvrage la quantité et la nature des déchets.

Cette visite est donc contractuellement réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de la reconnaissance de terrain et le titulaire ne peut en aucun cas porter réclamation à l'encontre de la DIRA à ce sujet.

Elle donne lieu à la rédaction d'un compte-rendu de visite et d'une proposition de bon de commande. Ces documents préciseront notamment la quantité et le type de déchets à évacuer et à traiter, le délai de préparation le cas échéant et le délai d'exécution pour réaliser la prestation.

Au préalable, le chef de centre d'entretien et d'intervention de la DIRA concerné prend contact avec le titulaire et lui fixe une date et une heure pour la réalisation de cette visite préalable.

2.3.6.2 Protocole d'intervention pour les déchets issus de manifestations, camps ou décharges sauvages

Le titulaire a en charge la rédaction d'un protocole d'intervention pour les déchets sur la zone à traiter. Ce protocole est produit sur la base de la visite préalable (définie au § 2.3.6.1) si elle a été commandée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Ce protocole doit comporter les indications suivantes (liste non exhaustive) :

- la planification du chantier ;
- le type de déchets présent sur site;
- le mode opératoire ;
- les conditions de transport ;
- l'identification des filières de traitement ou de valorisation ;
- les mesures prises pour limiter l'empoussièrement ;
- les équipements de travail ;
- les informations sur la formation du personnel ;
- la procédure de décontamination des engins.

Le cas échéant, le titulaire doit assurer l'accompagnement du RA dans les démarches administratives associées (y compris les rencontres éventuelles avec la DREETS) jusqu'à l'obtention des autorisations en amont pour les éventuelles interventions à venir.

2.3.6.3 Signalisation de chantier

La signalisation de chantier est assurée par le personnel exploitant de la DIRA : neutralisation de voie, ouverture des accès, pose de signalisation temporaire après concertation avec l'entreprise.

Les matériels et engins de chantier de l'entreprise et de ses éventuels sous-traitants doivent être conformes à la réglementation en vigueur, en matière notamment de signalisation temporaire et plus particulièrement à l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre 1, huitième partie Signalisation temporaire.

Le personnel intervenant sur le chantier doit être doté d'un Équipement de Protection Individuelle (EPI) conforme et l'entreprise veille à l'information des ouvriers sur les règles de comportement, d'habillement, de circulation, de déplacement, de stationnement des véhicules, à adopter par toute personne exécutant un chantier sur le réseau de la DIRA et à leur application stricte.

Les travaux peuvent être stoppés pour « nécessité de service ». Les temps d'interruption de travail ne donnent pas lieu à rémunération du titulaire.

2.4. Exigences techniques

2.4.1. Mise à disposition des contenants : matériels et organisation

La mise à disposition des contenants dotés d'une signalétique adaptée au tri des déchets (bennes ou conteneurs) sera assurée sur le territoire de la DIRA en fonction des bons de commandes successifs selon les méthodes arrêtées dans les pièces du marché. Les enlèvements seront assurés en fonction des demandes des districts, des CEI, du CIGT ou du siège.

L'exécution de l'enlèvement devra se faire dans le délai indiqué dans le bon de commande. Hors intervention d'urgence, ce délai ne sera pas inférieur à 2 jours ouvrables.

Les interventions se dérouleront entre 8h00 et 12h00 ou 13h30 et 16h00 pendant les jours ouvrables.

Le titulaire mettra à disposition, pour chaque type de déchets, les contenants commandés pour équiper le service ou les CEI répartis sur le territoire d'implantation de la DIRA.

Tout enlèvement de contenant sous-entend sauf mention contraire de la DIRA, la mise en place d'un contenant vide de même type.

Le titulaire fournira tous les moyens matériels (grappin ou autres) pour assurer la collecte des déchets situés sur des plate-formes dédiées au stockage (alvéoles, aire de stockage, etc.).

Les bennes ouvertes devront être bâchées pour le transport.

2.4.2. Réception des déchets dans les centres de traitement du titulaire

En fonction de la situation des lieux de production des déchets et de celle des centres de traitement du titulaire, la DIRA pourra également effectuer du dépôt direct dans ces centres pendant leurs heures d'ouverture.

2.4.3. Exigence sur le choix centres de traitement ou des centres de dépôt

Le titulaire proposera des centres de traitement ou des centres de dépôt dans un rayon de 60 minutes maximum par voie routière ouverte aux poids lourds des lieux principaux de stockage référencés au § 2.2.

2.4.4. Liste des filières par type de déchet

Au moment de la mise au point du marché, le titulaire fournira une liste détaillée des déchets concernés par type de traitement et de valorisation défini au marché (ex : définition des plastiques thermoplastiques, des plastiques thermodurcissables, des déchets en mélange...).

ARTICLE 3. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

3.1. Obligations du titulaire

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des conditions de stockage (bennes et conteneurs) sur les différents sites de la DIRA objet du marché. Le titulaire du présent marché ne pourra en aucun cas porter une réclamation à l'encontre de la DIRA à ce sujet.

Durant toute la durée de ce marché, le titulaire du présent marché est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel et de l'usage de son matériel.

Il garantit la DIRA contre tout recours. Il contracte à ses frais toutes les assurances utiles notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'exposerait l'activité entreprise au titre du présent contrat. Le titulaire est tenu de se prêter aux visites de contrôle de l'état du matériel mis à disposition et de remplacer tout élément qui serait défectueux ou inadapté pour le maître d'ouvrage.

Des pénalités sont prévues au CCAP dès lors que ces remplacements ne seraient pas effectués.

Il lui est interdit de céder ou de sous-traiter tout ou partie du présent service sans accord du maître d'ouvrage en ce qui concerne la collecte et la mise à disposition des bennes. En cas d'interruption imprévue et même partielle du service de collecte et/ou traitement le titulaire doit en aviser la DIRA dans les plus brefs délais afin de trouver avec son accord une solution adaptée.

Faute d'accord dans le délai prévu au CCAP, une pénalité sera appliquée.

Le titulaire devra rechercher et proposer une filière de valorisation pour chaque type de déchets, soit par réemploi, par réutilisation, par recyclage, ou par valorisation énergétique, etc. Il devra par ailleurs envoyer les déchets collectés vers des filières de traitement autorisées et adaptées à chaque catégorie de déchets concernés.

Le titulaire prendra toutes les dispositions pour que les véhicules de collecte puissent être déchargés le plus rapidement possible. Toute incidence concernant les délais d'attente de vidage aux centres de valorisation ou de traitement est à régler directement avec ces derniers sous la responsabilité exclusive du titulaire.

À titre indicatif, le protocole de sécurité chargement/déchargement de la DIRA sera fourni au titulaire du marché.

Le titulaire a obligation de fournir les pièces justificatives des tonnages identifiés par benne et/ou dépôts (bon de pesée, date, heure) entrants sur chacun des sites de traitement et de valorisation utilisés dans **les huit jours ouvrés**. Tout retard ou manquement à cette clause fera l'objet d'une pénalité.

Le titulaire doit s'engager pendant toute la durée du présent marché à respecter les normes et réglementations en vigueur. **Une attention toute particulière sera portée sur le taux de valorisation des matériaux conformément aux objectifs fixés par la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte (TECV), à savoir 70 % de valorisation.**

En tout état de cause, la valorisation des déchets devra être recherchée en premier lieu avant l'élimination.

Le titulaire devra fournir pour chaque année d'exécution du marché (période ferme ou de reconduction) ou selon les délais prévus par la réglementation en vigueur, les caractéristiques des centres agréés et décharges, à savoir :

- les coordonnées avec les distances entre les centres et les lieux de dépôts avec une estimation des temps de transport et les émissions de gaz à effet de serre associée (en kilogramme d'équivalent dioxyde de carbone (kgCO₂éq)) ;
- les capacités et la nature des produits pouvant être traités, ainsi que les émissions de gaz à effet de serre associée ;
- les fiches de conformités du ou des centres ;
- les numéros d'agrément.

Cette documentation devra être disponible dans le CEI ou le district.

Le titulaire devra, pour chaque collecte ou pour chaque dépôt direct d'un CEI de la DIRA, tenir un registre informatique ou une main courante au centre d'enlèvement. Sur ce registre seront précisés :

- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- la date ;
- l'heure du chargement ou du déchargement ;
- le tonnage du véhicule approximatif ;
- le nom du conducteur et sa signature ;
- le nom du réceptionniste et sa signature.

Le titulaire, devra dans le cadre du suivi des déchets :

- respecter la réglementation relative à la dématérialisation et à la traçabilité des déchets dangereux : lors de la mise en place du bordereau numérique de suivi des déchets, le titulaire utilisera la plate-forme en ligne TrackDéchets ;
- accompagner le transport et le traitement des déchets par un bordereau de suivi de déchets (BSD) pour chaque catégorie de déchets dangereux ;
- remettre au CEI ou au service où a été réalisé l'enlèvement, le volet « producteur » du BSD devra obligatoirement être remis dans un délai inférieur à 8 jours par rapport à la date d'enlèvement ;
- fournir annuellement, par site, et par nature les statistiques et quantitatifs du volume collecté et traité avec indication du taux de valorisation par filière ;

- élaborer un tableau de bord, soumis à l'approbation de la DIRA pour validation. Ce tableau de bord fera apparaître au minimum : le type de déchet, le point de collecte, le nombre de rotation, la quantité à date, les numéros de BSD, la filière de traitement (société et numéro d'agrément préfectoral) avec la part élimination et /ou valorisation et les anomalies constatées.

La non fourniture de ces documents de suivi de déchets dans les délais prévus entraînera l'application de pénalités conformément à l'article 4-4 du CCAP.

Tout véhicule en panne accidenté ou mis hors d'usage pendant le service est à remplacer sans délai par un autre véhicule afin de garantir la continuité du service sans gêne.

3.2. Pesée des contenants

Tous les bons de pesée doivent comporter des éléments facilement identifiables et seront fournis au site concerné à chaque facturation.

Des camions qui pourront estimer les tonnages lors de l'enlèvement des déchets seront privilégiés. Ce dispositif permettra de comparer les valeurs estimées et les bons de pesée. Dès lors, le prestataire devra fournir une copie du bon de pesée au responsable du CEI avant l'enlèvement du déchet.

3.3. Propreté des voies publiques et des abords

L'entreprise est tenue de prendre à ses frais toutes dispositions pour éviter qu'aux abords du site les chaussées et trottoirs ne soient souillés par des matériaux provenant de son intervention.

Aucun engin ne doit quitter le site pour circuler sur la voie publique tant que son état de propreté peut engendrer un risque de souillure des chaussées. Dans le cas où ces prescriptions ne seraient pas observées, la DIRA se substituera, sans mise en demeure préalable, à l'entreprise; les frais ainsi engagés lui seront imputés.

ARTICLE 4. LE PERSONNEL

Le titulaire nommera un responsable ayant la capacité de prendre toutes les décisions concernant l'organisation, le fonctionnement et l'exécution du service.

La collecte et l'évacuation ont lieu tous les jours ouvrés. Le personnel d'exécution devra être formé afin d'assurer ce type de prestation.

Il sera équipé en permanence de vêtement de travail propre, uniforme et de tout dispositif de sécurité.

Le titulaire devra travailler en étroite collaboration avec le personnel de la DIRA (chef de service, chef de district ou chef de CEI) afin de traiter et prendre en compte les remarques, demandes, observations et recommandations, dans les délais impartis.

Il est tenu de faire appliquer les prestations et les clauses du présent cahier des charges.

Le titulaire est responsable de son personnel ; il doit fournir à sa charge le personnel et le matériel en nombre suffisant et de manière satisfaisante de façon à assurer l'intégralité des prestations du présent contrat dans les meilleures conditions de garantie et dans la continuité du service public.

Le titulaire reste responsable du service et des accidents qui sont liés aux prestations du marché.

La DIRA se réserve le droit d'exiger le remplacement immédiat de tout employé qui ne respecterait pas ces prescriptions ou dont la conduite serait un obstacle à la bonne exécution du service ou à son exigence de qualité.

Le titulaire s'engage à former en permanence son personnel.

ARTICLE 5. LE MATÉRIEL

Les véhicules devront être toujours en bon état de fonctionnement et propres. Ils ne devront pas présenter de fuites quelconques.

Les véhicules de collecte devront disposer impérativement de radios ou de moyens de communications équivalents, réservés au fonctionnement.

Chaque véhicule sera doté des équipements nécessaires au nettoyage des détritiques et jus éventuellement répandus sur la chaussée.

Le chargement se fera automatiquement sans nécessiter de manutention.

Le titulaire sera directement responsable des omissions ou négligences qui auraient pu être commises par rapport aux prescriptions sur le matériel évoqué ci-dessus.

Le titulaire reste entièrement responsable du fonctionnement de son matériel et de son maintien en conformité. Le titulaire s'assurera de l'état de propreté des contenants vides qu'il met en place.

La DIRA se réserve la faculté de refuser tout contenant qu'elle ne jugera pas en bon état ou trop sale. Tout manquement à la mise à disposition de contenants en bon état et suffisamment propre fera l'objet de pénalité, tel que prévu à l'article 4.3 du CCAP.

Tous les frais afférents aux véhicules, y compris leur assurance sont à la charge du titulaire. Tous les produits de consommation, d'entretien et fournitures sont à la charge et aux frais du titulaire.

Le titulaire devra adapter les moyens mis à disposition en fonction des besoins de la DIRA, il devra ainsi garantir le respect des délais et horaires de mise à disposition et d'enlèvement des bennes ou autres contenants.

ARTICLE 6. INTERRUPTION DE SERVICE

En cas de surcharge exceptionnelle ou en cas de défaillance d'un véhicule, le titulaire devra mettre en place un véhicule complémentaire ou un véhicule de remplacement pour lui permettre de terminer le service dans les délais.

En cas de panne sur un ou plusieurs véhicules, le titulaire devra prendre toutes ses dispositions pour assurer malgré tout le service qui lui a été confié grâce à des véhicules de secours prévus en nombre suffisant.

Toutefois, dans le cas où les conditions météorologiques ou de circulation rendraient difficile la circulation et donc l'exécution du service, des tolérances relatives aux horaires seront accordées. Si la collecte s'avère impossible, notamment dans le cas où les conditions de circulation seraient très dangereuses, globalement ou dans plusieurs rues, ou dans certains quartiers, ou lieu de déchargement, le titulaire devra se rapprocher de la DIRA pour convenir de la conduite à tenir.

ARTICLE 7. INTERVENTIONS D'URGENCE

En cas d'intervention d'urgence demandée par la DIRA pour l'enlèvement de déchets suite à intempéries, accident, ou autre événement imprévisible, le titulaire devra mobiliser un véhicule adapté à l'objet de la demande. Le temps d'arrivée sur site ne pourra être supérieur à celui défini à l'article 4-2 du CCAP par rapport à la demande. Celle-ci sera déclenchée par téléphone.

Le titulaire devra fournir un numéro joignable H24 pour répondre à cette demande.

ARTICLE 8. SÉCURITÉ

8.1. Sécurité générale lors des interventions

L'entreprise devra fournir avant le début du marché, un plan de prévention pour les interventions prévues dans celui-ci.

Le prestataire devra intégrer la convention de chargement et déchargement de la DIRA dans son plan de prévention et d'intervention.

Ce plan précisera la liste nominative des intervenants potentiels sur le territoire de la DIRA, avec leur qualification, fonction et habilitations éventuelles.

Il devra détailler tous les risques liés à l'intervention que ce soit vis-à-vis du personnel de l'entreprise, des intervenants extérieurs (agents de la DIRA, organismes de contrôles, etc.) ou du public, et les mesures mises en places par l'entreprise pour éviter ces risques.

8.2. Hygiène et sécurité du personnel de surveillance et d'intervention

L'entreprise est tenue de respecter en tout point la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail. Le titulaire est tenu d'intégrer toute évolution de pratique liée aux mesures spécifiques concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS) notamment les mesures sanitaires et organisationnelles liées au risque pandémique (actuellement de type covid), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

À minima, les intervenants devront :

- être équipés des protections individuelles (bottes ou chaussures de sécurité, gants, etc.) ;
- être vêtus de vêtements réfléchissants et à haute visibilité, pour les interventions sur routes.

L'ensemble des équipements de sécurité individuels et collectifs devra être conforme à la législation et régulièrement contrôlé conformément à celle-ci.

Le personnel intervenant sur le périmètre de la DIRA, y compris intérimaire, devra avoir reçu une formation à la sécurité adaptée à ses interventions et devra posséder les habilitations et vaccinations nécessaires.

La DIRA sera destinataire de la liste nominative des attestations de formation et des habilitations actualisées.

En cas de contrôle de personnel non prévu, la DIRA fera évacuer le ou les personnels du ou des sites concernés. Les délais d'évacuation des bennes resteront applicables.

8.3. Les équipements de protections individuelles

En complément des équipements de protection individuelle (EPI) réglementaires, les personnes intervenant sur des déchets amiantés doivent être équipées :

- de vêtements de travail adaptés et à usage unique : combinaison de type 5, équipée de capuche, fermée au cou, chevilles et poignets ;
- de gants en caoutchouc ;
- de masques complets avec cartouche filtrante anti-poussières de classe 3 avec ventilation assistée.

La durée des ports des EPI et les temps de pause sont fixés par l'employeur après avis du médecin du travail.

Les protections individuelles sont soit dé-contaminables, soit jetables donc traitées comme des déchets amiantés. Une roulotte de décontamination amiante avec autonomie en eau et électricité doit être installée sur le chantier.